

LUTTE CONTRE LE TERRORISME AU MALI

Gestion, prévention et une mobilisation pleine et entière de la société civile

MARIAM DJIBRILLA MAIGA

Cette étude a pour vocation d'informer et de sensibiliser la société civile sur l'importance de sa mobilisation pour accompagner les autorités dans la lutte contre le phénomène terroriste au Mali.

Une grande partie des difficultés du Mali en matière de prolifération de groupements à visée terroriste provient du fait que la bande sahélo-saharienne (BSS) qui constitue le Nord de son territoire est un vaste espace désertique dont la perméabilité des frontières, l'absence de l'État et la pauvreté endémique en font une zone de non-droit idéale pour l'interpénétration de groupes terroristes insoucieux des limites territoriales des États et un refuge pour le banditisme et les trafiquants d'armes et de drogue.

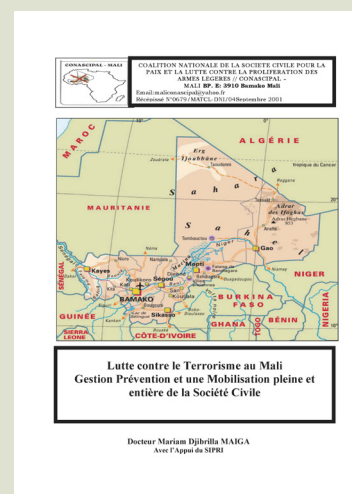
Al-Qaeda au Maghreb Islamique (AQMI) opère ainsi sur un plan transnational entre le Mali, le Niger et l'Algérie et se finance notamment via les trafics et les prises d'otages. Son ancrage dans le nord du Mali a été favorisé par le processus de démilitarisation engagé avec le pacte national du 11 avril 1992 qui avait mis fin à un conflit entre le gouvernement central et les mouvements indépendantistes du Nord-Mali mais conduit à une drastique réduction des capacités de maintien de l'ordre dans les vastes régions de Gao, Tombouctou et Kidal.

Les autorités maliennes ont pris la mesure du défi en matière de prévention et de lutte contre le terrorisme et ont développé une stratégie dédiée et des mesures destinées à adapter l'arsenal répressif au caractère protéiforme et transnational de la menace.

A l'échelle nationale, à la loi de juillet 2008 portant répression du terrorisme qui constitue le point pivot de la nouvelle stratégie, s'ajoute l'instauration en 2010 du Programme Spécial pour la Paix et le Développement dans le Nord du Mali (PSPSDN). Celui-ci témoigne d'une volonté de redéploiement de la puissance régaliennne dans les régions du Nord.

A l'échelle sous régionale, un comité d'État major Opérationnel de Coordination (CEMOC) a été mis en place par et entre l'Algérie, le Mali, la Mauritanie et le Niger.

En l'état, les mesures engagées ne se donnent sans doute pas encore les moyens de se voir appropriées par les organisations de la société civile (OSC) et les communautés locales. Quoique désormais favorablement disposés à travailler avec la société civile, les pouvoirs publics maliens doivent confirmer et renforcer la confiance qu'ils accordent à cette myriade d'organisations qui



Lutte contre le terrorisme au Mali: gestion, prévention et une mobilisation pleine et entière de la société civile
par Mariam Djibrilla Maiga

Publié par CONASCIPAL,
Bamako, avec l'appui du SIPRI

Fait partie du projet du SIPRI
sur la sécurité et la gouvernance
en Afrique, sponsorisé par OSI

Octobre 2011

,parce qu'elles travaillent avec tous, peuvent apporter des solutions durables aux menaces sécuritaires comme le terrorisme.

Leur proximité avec les populations locales leur permet en effet de remonter et porter les préoccupations sécuritaires de ces dernières auprès des instances politiques nationales et régionales. Elles ont aussi les capacités de développer des stratégies endogènes de sensibilisation et de dissuasion à destination de publics fragilisés tentés par l'aventure terroriste et de les orienter vers d'autres alternatives.

Le manque et le besoin d'informations et de sensibilisation sur les mesures des autorités maliennes en matière de terrorisme expliquent partiellement la mobilisation encore imparfaite des acteurs de la société civile malienne jusqu'à maintenant.

Il importe donc que les OSC se fixent des objectifs stratégiques précis, en termes de mobilisation, concertation et de lobbying. Elles gagneraient à renforcer leur expertise en matière de recherche et leur connaissance des enjeux sécuritaires afin de gagner en légitimité, de renforcer la pertinence de leurs argumentaires dans leur dialogue avec le politique et de défendre aux mieux leur volonté de renforcer le contrôle citoyen dans les nouvelles dispositions de lutte contre la criminalité et le terrorisme.

Recommandations

Aux autorités, :

- répertorier les OSC oeuvrant dans le domaine de la sécurité, élargir à celles-ci les débats à l'Assemblée et établir avec elles un dialogue suivi ;
- redynamiser les mécanismes traditionnels de prévention et de gestion des conflits et créer un lien de complémentarité entre eux et les instruments nationaux de répression du terrorisme ;
- veiller à ce que le recrutement dans l'armée ne soit pas la seule alternative pour les jeunes des régions du nord et, dans cet objectif, développer d'autres initiatives participatives de développement pour les jeunes et les femmes ;
- parrainer, à l'image du premier forum de la société civile sur la Gouvernance de la Sécurité, l'organisation biannuelle d'un forum National de la Société Civile sur la sécurité et la lutte contre la criminalité.

Aux partenaires techniques :

- réserver, dans le cadre du fonds commun de la société civile, une place de choix aux questions relatives à la lutte contre le terrorisme.

Aux OSC :

- développer un processus d'appropriation, de suivi et d'évaluation de la stratégie nationale de lutte contre le terrorisme ;
- développer leur vision des questions de sécurité et du terrorisme et des orientations stratégiques à prendre en compte par les décideurs.



Faits et chiffres — Mali

Les chiffres exprimés en dollars américains sont à prix courants.

	Mali	Afrique sub-saharienne	World
Population, 2010 (m.)	15.4	854	6 841
RNB, 2010 (\$ b.)	8.9	1 054	62 573
RNB/habitant, 2010 (\$)	600	1 187	11 081
APD nette reçue, 2009 (% du RNB)	11.0	4.9	0.2
Dette/RNB, 2009 (%)	0.9	2.0	..
Indice de développement humain, 2010 ^a	0.309	0.430	0.620
Chômage (% de la population active)	8.8 ^b	..	6.2 ^c
Espérance de vie à la naissance, 2009 (années)	49	54	69
Taux d'alphabétisation des adultes, 2009 (%)	26	..	84
Dépenses militaires, 2010 (\$ m.)	183	30 100	1 620 000
Dépenses militaires/PIB, 2009 (%)	1.9	1.7	2.7
Dépenses militaires/DGC (%)	13.4 ^c	..	10.0 ^d
Dépenses publiques d'éducation/DGC, 2008 (%)	22.3	18.9	15.1
Dépenses de santé/DGC, 2009 (%)	9.3	..	..
Forces armées, 2009	12 150	1.56 million	27.9 million
Forces armées/population active, 2009 (%)	0.3	0.5	0.9
Indice mondial de la paix 2010 ^e	2.240	..	..
Ibrahim Index sur la performance de gouvernance, 2010 ^f	53.6	..	..

RNB = Revenu national brut; APD = Aide publique au développement; DGC = Dépenses du gouvernement central; PIB = Le produit intérieur brut.

^a L'indice le plus élevé constaté pour un pays se situe à 0,938.

^b En 2004.

^c En 2010.

^d En 2009.

^e L'indice mondial de la paix (Global Peace Index en anglais); le pays considéré le plus en paix possède le chiffre le plus bas.

^f L'indice Ibrahim est un classement de l'ensemble des pays africains basé sur la qualité de leur gouvernance. Noté de 0 à 100, 100 étant la note la plus haute.

Sources: Indicateurs africains de développement, La Banque Mondiale, <<http://databank.worldbank.org/ddp/home.do?Step=1&id=4#>>; Indicateurs du développement dans le monde, La Banque Mondiale, <<http://databank.worldbank.org/ddp/home.do?Step=1&id=4#>>; Rapport sur le développement dans le monde, La Banque Mondiale, <<http://wdronline.worldbank.org/>>; Rapport sur le Développement humain, PNUD, <<http://hdr.undp.org/en/>>; L'indice mondial de la paix, <<http://www.visionofhumanity.org/info-center/global-peace-index-2011/>>; L'indice Ibrahim, <<http://www.moibrahimfoundation.org/en/section/the-ibrahim-index>>; Base de données du SIPRI sur les dépenses militaires, <<http://www.sipri.org/databases/milex/>>.

**CONASCIPAL****BPE 3910****Bamako****Mali****Telephone: 00223 79069294 //****6671 98 06 // 66 73 26 37****Email: maliconascipal @ yahoo.****fr****Internet: conascipal.wordpress.****com****STOCKHOLM INTERNATIONAL
PEACE RESEARCH INSTITUTE****Signalistgatan 9****SE-169 70 Solna, Sweden****Telephone: +46 8 655 97 00****Fax: +46 8 655 97 33****Email: sipri@sipri.org****Internet: www.sipri.org****CONASCIPAL**

La Coalition National de la Société Civile pour la Paix et la Lutte contre la Prolifération des Armes Légères (CONASCIPAL) est une organisation faitière qui regroupe une vingtaine d'organisations de la Société Civile. Créée en 1999 par la volonté d'hommes et de femmes conscients de la nécessité de la promotion d'une paix durable en faveur de toutes les populations et de leurs biens à l'intérieur comme à l'extérieur du Mali, la coalition s'est dotée d'un bureau national en 2002. Depuis sa création, la CONASCIPAL a su s'imposer et être reconnue auprès de beaucoup d'acteurs nationaux et internationaux de la société civile en réalisant de nombreuses activités de formation, de sensibilisation, d'échange et même de médiation dans certains conflits.

SIPRI

Le SIPRI est un institut international indépendant de recherche sur les conflits armés, les armes et leur contrôle et le désarmement. Créé en 1966, le SIPRI fournit des données, des analyses et des recommandations - qui reposent sur des informations accessibles dans des sources ouvertes - aux décideurs politiques, chercheurs, médias et tout public intéressé.